

6 au 9 août 2015

Jeûne-action internationale

**Paris, Dijon-Valduc, Le Barp-Bordeaux (France),
Büchel (Allemagne), Londres (Royaume-Uni),
Livermore (États-Unis)**



***70 ans après Hiroshima et Nagasaki,
exigeons le désarmement nucléaire !***



www.vigilancehiroshimanagasaki.com/

Avec le soutien de :



CONTACT :

Patrice Bouveret, 06 30 55 07 09
patricebouveret@obsarm.org

« *S*achant que certains de nos dirigeants dans le monde continuent à préparer les conditions d'une guerre nucléaire qui pourrait à tout moment être déclenchée, soit intentionnellement soit par erreur, chacun de nous, dans la mesure où il ne ferait pas tout ce qui est en son pouvoir pour les en empêcher, se rendrait coresponsable de ce crime immense contre l'Humanité. »

Stéphane Hessel, Albert Jacquard,

Exigez ! Un désarmement nucléaire total, Stock, 2012



Sommaire

- 3** *Appel international des groupes de jeûneurs*
- 4** *Présentation du jeûne international 2015*
- 5** *Programme à Paris, France*
- 6** *Programme au Barp-Bordeaux (Aquitaine)*
- 7** *Programme à Valduc-Dijon (Côte-d'Or)*
- 8** *Programme à Büchel, Allemagne*
- 9** *Programme à Londres, Royaume-Uni*
- 10** *Programme à Livermore, États-Unis*
- 11** *L'urgence du désarmement nucléaire*
- 13** *Les coûts astronomiques de la bombe nucléaire*
- 13** *Forces nucléaires mondiales en 2015*
- 14** *Présentation de « Sortir du nucléaire » et de « Armes nucléaires STOP »*
- 15** *Présentation de la « Maison de Vigilance » et de ICAN-France*
- 16** *Quelques dates-clefs...*



APPEL INTERNATIONAL DES GROUPES DE JEÛNEURS

70 ans après Hiroshima et Nagasaki, exigeons le désarmement nucléaire !

Nous sommes des groupes de jeûneurs qui refusons de nous alimenter pendant 4 jours, du 6 août anniversaire d'Hiroshima au 9 août anniversaire de Nagasaki, pour exprimer notre total engagement contre les armes nucléaires et exiger leur élimination.

Les 9 États nucléaires considèrent qu'ils ont un droit à posséder des armes nucléaires alors que les 3/4 des pays de la planète considèrent qu'ils doivent les éliminer au plus vite. La récente Conférence d'examen du Traité de non-prolifération à l'ONU en mai 2015 a mis en évidence cette opposition catégorique et inconciliable.

16 000 bombes nucléaires mettent actuellement en danger l'humanité entière. Des frappes nucléaires par folie, par erreur ou par accident, pourraient enclencher une guerre nucléaire et conduire au suicide de l'humanité.

Les pays nucléaires affirment qu'ils ont besoin de ces bombes pour assurer leur sécurité, un tel argument met en évidence leur arrogance alors que la sécurité est le souhait de tous. Les programmes de modernisation de nouvelles armes nucléaires coûtent 1 000 milliards d'euros pour les 10 ans qui viennent, un fait inadmissible au regard des besoins des populations et des urgences environnementales.

Le sursaut des opinions publiques est indispensable. Les armes nucléaires doivent être interdites de possession, de fabrication et de menace.

Nous, les groupes de jeûneurs sous-signés, demandons à tous d'exprimer avec nous cette urgence :

Nous exigeons le désarmement nucléaire maintenant !

- Groupe des jeûneurs de Paris, France
(Dominique Lalanne <do.lalanne@wanadoo.fr>)
- Groupe des jeûneurs de Dijon-Valduc, France, *centre de modernisation des armes nucléaires françaises*
(Jean-Marc Convers <jeanmarc.convers@gmail.com>)
- Groupe des jeûneurs de Bordeaux-Mégajoule, France, *laser de mise au point de nouvelles bombes nucléaires*
(Dominique Baude <baude.dominique@laposte.net>)
- Groupe de jeûneurs de Büchel, Allemagne, *base de l'Otan qui héberge 20 bombes nucléaires*
(Matthias-W. Engelke <mwEngelke@outlook.de>)
- Groupe de jeûneurs de Londres, Royaume-Uni
(Angie Zelter <reforest@gn.apc.org>)
- Groupe de jeûneurs de Livermore Lab, Californie, États-Unis, *laser NIF de mise au point de nouvelles bombes nucléaires*
(Marcus Pegasus <pegasus@lovarchy.org>)
- Groupe de jeûneurs de Los Alamos, New Mexico, États-Unis, *laboratoire de modernisation des armes nucléaires US*
(Alaric Balibrera <alaricarrives@gmail.com>)
- Groupe de jeûneurs de Kansas City, Missouri, États-Unis
(Ann Suellentrop <annsuellen@gmail.com>)



70 ans après les bombardements de Hiroshima et Nagasaki, à Paris, Dijon-Valduc, Le Barp-Bordeaux, Büchel (Allemagne), Londres (Royaume-Uni) et Livermore (États-Unis) :

**du 6 au 9 août, cent jeûneurs
pour exiger le désarmement nucléaire !**

- à **Paris**, place de la République ;
- à **Dijon**, à proximité du centre du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) de Valduc chargé de la modernisation des armes nucléaires françaises et anglaises ;
- au **Barp**, près de Bordeaux, face au laser Mégajoule de mise au point des nouvelles têtes nucléaires ;
- à **Büchel** (Allemagne), devant la base Otan où sont stockées des armes nucléaires ;
- à **Londres** (Royaume-Uni), devant le ministère de la Défense et le Parlement ;
- à **Livermore** (États-Unis), devant les installations de modernisation des armes nucléaires.

À l'initiative de la Maison de Vigilance, Armes nucléaires STOP et du Réseau « Sortir du nucléaire », avec le soutien de la Mairie de Paris 2^e, ICAN-France et Non-violence XXI, cette action souhaite provoquer un débat et interpeller l'opinion publique :

- **pour que la communauté internationale décide d'un traité d'interdiction** de possession et de fabrication des armes nucléaires, afin de combler le vide juridique comme l'exige « l'Engagement humanitaire » signé par 110 États en 2015, suite au cycle des 3 conférences sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires (Oslo, Nayarit et Vienne) ;
- **pour que la France** arrête de gaspiller des sommes considérables (plus de 4 milliards d'euros par an) au regard des besoins des populations et **prenne des initiatives** pour une Europe sans armes nucléaires (demande du Parlement européen en 2008) et un monde sans armes nucléaires (déclaration du Conseil de sécurité de l'ONU en date du 7 mai 2014) ;
- **en hommage à toutes les victimes** des bombardements de Hiroshima, Nagasaki et des 2 404 essais nucléaires effectués dans le monde.

Un défi qui mérite 4 jours de jeûne et d'actions !

La France possède le troisième arsenal du monde avec 300 bombes nucléaires, chacune d'une puissance 10 fois supérieure à celle d'Hiroshima. Cette industrie génère des transports incessants de matières radioactives, notamment de plutonium, qui tombent sous le secret-défense et mettent en danger les populations. Prétendre que la bombe atomique est garante de la paix est un mensonge destiné à protéger des intérêts industriels et des volontés de pouvoirs politiques. Par erreur, par accident ou par folie, une explosion de bombe nucléaire est possible à tout moment. L'état d'urgence actuel est le même que pendant la guerre froide : un tir peut être décidé en quelques minutes. Les conséquences humanitaires et environnementales qu'aurait l'explosion d'une seule bombe sont dénoncées par la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge qui demandent l'interdiction des armes nucléaires.

À l'appel du Réseau « Sortir du nucléaire », des initiatives auront lieu partout en France afin de rappeler que le nucléaire civil s'est développé grâce aux technologies militaires : nucléaire civil et nucléaire militaire sont inséparables.

Réseau « Sortir du nucléaire », Armes nucléaires STOP, Maison de Vigilance

PROGRAMME COMPLET CI-CONTRE ET SUR : <http://www.vigilancehiroshimanagasaki.com/>

CONTACTS PRESSE

- Patrice Bouveret, Armes nucléaires STOP, 06 30 55 07 09 • patricebouveret@obsarm.org
- Dominique Lalanne, La Maison de Vigilance, 06 32 71 69 90 • do.lalanne@wanadoo.fr
- Mélisandre Seyzériat, Réseau « Sortir du nucléaire », 07 60 15 01 23

melisandre.seyzeriat@sortirdunucleaire.fr



Programme à Paris

Mercredi 5 août

10 h à 18 h : session de formation et de réflexion sur la non-violence au gymnase Jean Dame

Jeudi 6 août

7 h 50 à 9 h : cérémonie de commémoration du bombardement de Hiroshima, place de la République, avec la présence d'artistes japonais : musique de Yuko Hirota avec son koto, lecture de textes. Démarrage du jeûne-action

8 h 15 : allumage de la Flamme de l'abolition et minute de silence à l'heure de l'explosion de la bombe sur Hiroshima, place de la République

11 h à 14 h : actions dans Paris décidées par les jeûneurs

14h30 à 15h30 : plateau télé, place de la République

16 h à 17 h : *die-in* avec le trompetiste Kei Yoshida, place de la République

17 h à 18 h : intervention artistique avec Duval MC, place de la République

Vendredi 7 août

10 h à 18 h : stand d'information et animation, place de la République

10 h à 15 h : actions dans Paris décidées par les jeûneurs

10 h à 15 h : lâcher de ballons, place de la République

16h30 à 17h30 : intervention artistique de Kommandant Simi OL, place de la République

20 h à 21 h 30 : visio-conférence avec les différents lieux de jeûne Londres, Büchel, Livermore, Dijon au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris (M° Rue des Boulets)

Samedi 8 août

10 h à 18 h : stand d'information et animation, place de la République

10 h à 15 h : actions dans Paris décidées par les jeûneurs.
Déambulation avec l'écharpe arc-en-ciel de solidarité franco-anglaise

16 h à 17 h : plateau télé, place de la République

20 h à 22 h : projection du film « Submersion » suivi d'un débat avec le réalisateur Olivier Sigaut et Dominique Lalanne, physicien nucléaire, sur le thème « Réchauffement climatique, conflits et armes nucléaires » à la Mairie du 2^e, 8 rue de la Banque (M° Bourse)

Dimanche 9 août

10 h 30 à 12 h : commémoration du bombardement de Nagasaki, place de la République, avec la violoncelliste Maitane Sebastian, message en japonais de Midori Amo

11 h 02 : minute de silence à l'heure de l'explosion de la bombe sur Nagasaki

11 h 15 à 12 h : intervention artistique avec la violoncelliste Maitane Sebastian

14 h : Rupture du jeûne avec collation légère à la Mairie du 2^e, 8 rue de la Banque (M° Bourse)

Programme prévisionnel susceptible d'être modifié

Le laser Mégajoule prépare la guerre nucléaire

Le Barp-Bordeaux

Au programme :

Jeudi 6 août

10 h : arrivé sur le site (Le Barp) ; installation (en face de l'entrée du Mégajoule) tente pour les jeûneurs et banderole ; démarrage du jeûne ; distribution de tracts.

11 h : point presse.

12 h : commémoration au torii ; minute de silence et prise de paroles partagées entre tous ceux qui souhaitent s'exprimer.

16 h : retrait du site pour se retrouver dans un lieu qui sera indiqué sur place et faire le point de la journée.

Vendredi 7 août

19 h : aux « Jardins de Sillac » à Salles (itinéraire, contacter Hervé Georges, 06 25 20 37 12), vidéo-conférence avec les jeûneurs du Nif, Paris, Dijon-Valduc, Allemagne.

Retour vidéo de l'action au Japon qui ne peut être en relation vidéo pour cause de décalage horaire.

Samedi 8 août et dimanche 9 août

Nous gardons le contact avec les jeûneurs de Paris pour qu'ils nous tiennent au courant sur le bon déroulement du jeûne-action partout sur le globe.

Après avoir réalisé 210 essais nucléaires en Polynésie et au Sahara, causant des dégâts irréversibles sur les populations, la faune et la flore, la France a poursuivi son programme de dissuasion nucléaire par le biais du laser Mégajoule à partir de 1996, lorsque les essais nucléaires ont été interdits.

Le Laser Mégajoule, construit près de Bordeaux, au Barp, est une installation militaire visant à recréer les conditions d'une explosion nucléaire en utilisant 240 faisceaux dirigés sur une cible contenant du deutérium et du tritium, deux matières très radioactives. Sa mise en service a eu lieu à l'automne 2014. Ce procédé a pour but de faire des bombes nucléaires de puissance réglable, dans l'optique de leur utilisation sur un champ de bataille !

Ce programme, présenté comme un laser de « simulation », laisse à croire qu'aucune matière radioactive n'est utilisée à Mégajoule, or, de réelles micros explosions nucléaires ont bien lieu en Gironde. En outre, le coût de Mégajoule a été multiplié par six depuis le lancement du programme, fin 2014 : le coût s'élève à 7 milliards alors qu'il avait été évalué en 1996 à 1,2 milliards d'euros.

Cette recherche est faite en commun avec le Royaume-Uni grâce à l'accord récent de collaboration signé en 2014.

La France avec ses programmes de modernisation incite à la prolifération nucléaire et met en danger sa population. Nous demandons la fermeture du laser Mégajoule à la recherche nucléaire et militaire.

CONTACT : Dominique Baude, 06 89 23 25 35



Torii, installé par l'association Négajoule devant l'entrée du Laser Mégajoule : <http://negajoule.free.fr/>

Risques inconsidérés...

Valduc-Dijon



Au programme :

Judi 6 août

De 10 h à 17 h : stand d'information place de la République à Dijon (concours de dessins, origamis...)

À 20 h : film « & A fade to grey » suivi d'un débat avec la réalisatrice Lydie Jean-dit-Pannel, jeûneuse. À Urbanalis, 4 rue du Pont des Tanneries, Dijon.

Vendredi 7 août

De 10 h à 17 h : stand d'information place de la République à Dijon (concours de dessins, origamis...)

À 20 h : visio-conférence avec les autres jeûnes-actions, à Urbanalis, 4 rue du Pont des Tanneries, Dijon.

Samedi 8 août

10 h : départ en covoiturage de Dijon. Grande manifestation festive devant le centre CEA de Valduc : concours de dessins, origamis, lecture de textes, minute de silence, conférence de presse, concert des Bure-Haleurs !

À 20 h : à Dijon, conférence-débat « Conséquences humanitaires de la menace nucléaire » avec Abraham Béhar, président de l'Association des médecins français pour la prévention de la guerre nucléaire (AMFPGN).

Dimanche 9 août

De 10 h à 12 h : information et échange avec le public, place de la Libération à Dijon, lecture de textes.

11 h 02 : Commémoration du bombardement de Nagasaki avec une minute de silence.

12 h : accueil en mairie de Dijon pour la rupture du jeûne avec collation légère, salle d'attente des mariages.

La France, avec ses programmes de modernisation, incite à la prolifération nucléaire et met en danger sa population. Nous demandons la fermeture du centre de Valduc. Ce centre de la Direction des applications militaires du Commissariat à l'énergie atomique (CEA-Dam), situé à 45 kilomètres de Dijon (Côte-d'Or), assure l'entretien et la modernisation des 300 têtes nucléaires dont dispose la France. Ce centre manipule des produits radioactifs, en particulier le tritium qui a une fâcheuse tendance à s'échapper à travers les micro-fissures polluant ainsi l'environnement !

De plus, ce centre accueille des bombes acheminées par des camions banalisés, ce qui occasionne de nombreux transports sur tout le territoire, démultipliant les risques d'accidents. Pour cette installation et ces transports, ni la population ni les élus ne sont informés car tout est couvert par le « secret défense ».

Renforcement du traité « Teutates »...

En 2010, Nicolas Sarkozy et David Cameron ont signé un traité de coopération dans le domaine de la recherche sur les armes nucléaires : le « Traité Teutates », motivé par, d'une part, le « besoin » d'outils de modernisation et, d'autre part, l'impérieuse nécessité de réaliser des économies budgétaires. Il y avait également, côté français, la détermination à tout faire pour éviter le « risque » que le Royaume-Uni abandonne sa force de dissuasion, laissant ainsi la France isolée en Europe dans son obstination à garder la sienne.

Le programme « Teutates » comprenait alors deux projets : construire et exploiter conjointement une installation de radiographie X en France, à Valduc (Eure) ; et coopérer à un programme commun de diagnostics dans une installation au Royaume-Uni, le site d'Aldermaston de l'Atomic Weapons Establishment (AWE).

Le 31 janvier 2014, un nouvel accord entre David Cameron et François Hollande a nettement étendu le champ du traité « Teutates », pour y inclure une coopération basée sur deux autres installations : le « Laser Orion » au Centre AWE à Aldermaston en Grande-Bretagne ; et le « Laser Mégajoule » au site Cesta du CEA-DAM près de Bordeaux. Objectif : permettre le développement de nouvelles têtes nucléaires en remplacement des « têtes nucléaires Trident » au Royaume-Uni. Sont inclus également d'autres objectifs « annexes », comme les sous-marins à propulsion nucléaire, les sonars...

L'ensemble de l'opération « Teutates » constitue une violation grave de l'article VI du Traité de non-prolifération.

CONTACT : amisdelaterre21@gmail.com

06 14 24 86 96 ou 07 81 78 12 46

Le jeûne-action est organisé localement par :

Interdiction des armes nucléaires et retrait des bombes de l'Otan

Büchel, Allemagne

La Base de Büchel héberge 20 bombes nucléaires américaines dans le cadre du « partage nucléaire de l'Otan ». Toutes les formations politiques ont exprimé le souhait du retour de ces bombes aux États-Unis, mais lors des sommets de l'Otan la France a dit son opposition entraînant ainsi le report d'une telle décision.

Le jeûne se déroule chaque année devant la base en liaison forte avec le jeûne de Paris depuis plusieurs années. Ce jeûne initialement limité du 6 au 9 août est prolongé d'un jour par an, il commence le vendredi 31 juillet en 2015.

Au programme :

Vendredi 31 juillet

Installation du camp à proximité de l'entrée principale de la Base de Büchel pour une durée de 10 jours.

Chaque jour, une célébration à 20:15 sera animée par le pasteur Matthias Engelke de Atomwaffenfrei.

Le groupe de jeûneurs ira dans les villes et villages de la région pour animer des conférences sur l'importance de l'interdiction et de l'élimination des armes nucléaires et le retrait des bombes de la base de Büchel. Le planning des villes et villages visités sera affiché à l'entrée principale de la Base. Des actions seront également discutées par les jeûneurs et affichées.

Jedi 6 août

Une vidéo-conférence entre l'Allemagne et le Japon avec Wolfgang Schlupp-Hauck de l'association German Friedenswerkstatt Mutlangen présent à Hiroshima.

Vendredi 7 août

Une vidéo conférence avec le jeûne de Paris.

Dimanche 9 août

Jour du bombardement de Nagasaki, deux groupes de cyclistes seront accueillis à Büchel. Ces randonnées cyclistes sont organisées par l'association allemande KriegsdienstgegnerInnen (DFG-VK). L'une arrivera de Bavière et l'autre de Münster, Westphalie du Nord. Tous participeront à la commémoration à 11:02, heure du bombardement, et au concert qui suivra avec le musicien Stiff la Wolf. Le jeûne sera ensuite terminé par une soupe offerte à tous les participants.

CONTACT :

Marion Kuepfer +49 (0)1 51 55 73 14 10
<mariongaaa@gmx.de>

Matthias-W. Engelke <mwengelke@outlook.de>





Jeûne-action contre Trident

Londres, Royaume-Uni

Au programme :

Jeudi 6 août

8 h 15 : commémoration et recueillement à l'heure où la bombe fut lancée sur Hiroshima à Victoria Embankment Gardens, 'Whitehall Extension' (ministère de la Défense, près de Horse Guards Avenue) SW1. Rassemblement à 8 h 00.

14 h 30 : *die-in* devant l'entrée principale du ministère de la Défense. Veillée de 19 h 00 à 7 h 00 à Victoria Embankment Gardens.

Vendredi 7 août

Manifestation pacifique devant Westminster Houses of Parliament à partir de 10 h 00.

14 h 30 : *die-in* devant Houses of Parliament.

Échanges Skype avec d'autres jeûneurs en Europe et aux États-Unis. Veillée de 19 h 00 à 7 h 00 à Victoria Embankment Gardens.

Samedi 8 août

Manifestation pacifique devant Downing Street à partir de 10 h 00.

14 h 30 : *die-in* devant Downing St.

Échanges Skype avec d'autres jeûneurs en Europe et aux États-Unis. Veillée de 19 h à 7 h 00 à Victoria Embankment Gardens.

Dimanche 9 août

11 h 00 : commémoration et recueillement de Nagasaki à Whitehall Gardens.

14 h 00 : *die-in* devant le ministère de la Défense à Whitehall Gardens.

En 2016, le Parlement britannique se prononcera sur le renouvellement du système d'armes nucléaires Trident. S'il est validé, il coûtera plus de 100 milliards de livre sterling d'argent public, une somme ponctionnée sur les projets concernant les énergies renouvelables, la santé, l'éducation et la protection de l'environnement. Trident ne peut faire face à aucune des menaces qui pèsent sur notre pays, que ce soit le terrorisme, la cybersécurité, ou le changement climatique. La possession d'armes nucléaires n'a pas de sens sans la volonté de les utiliser, et leur utilisation entraînant la destruction à grande échelle de vies innocentes ne serait pas seulement un crime de guerre mais aussi un terrorisme de masse. La possession d'armes nucléaires Trident s'appuie déjà le droit international, elle crée la peur et l'insécurité dans le monde et nous menace tous.

Les jeûneurs réclament l'interdiction de Trident et surtout pas son remplacement. Le Royaume-Uni est invité à se joindre à la majorité des nations pour soutenir un traité international visant à interdire toutes les armes nucléaires. Nous serons accompagnés par des citoyens Français et Allemands devant le ministère de la Défense où nous maintiendrons une présence durant 4 jours et 3 nuits.

Angie Zelter, de Trident Ploughshares, a déclaré : « *Je jeûne pour réclamer une véritable sécurité pour tous. Les armes nucléaires doivent être interdites et la communauté internationale doit travailler, ensemble, à lutter contre le changement climatique. Des changements politiques et économiques majeurs doivent être apportés si nous voulons un monde de vie dans le futur. Notre présence devant le ministère de la Défense en ce 70ème anniversaire des crimes de guerre commis par les États-Unis à Hiroshima et Nagasaki, est une réclamation de changement. Trident ne doit pas être renouvelé.* »

Marc Morgan, de Haringey CND et France sans armes nucléaires, a déclaré : « *La dimension internationale du jeûne est absolument essentielle. La folie des armes nucléaires est perpétrée par un petit nombre d'États voyous — et j'ai honte que ceux-ci incluent mes deux pays (j'ai la double nationalité française et britannique) ; mais cette folie menace l'humanité toute entière et tous les citoyens du monde entier sont appelés à protester jusqu'à ce que cela cesse.* »

Le jeûne à Londres est organisé par Trident Ploughshares, et soutenu par Christian CND, London Women in Black, Action AWE et Quakers. Pour en savoir plus, voir : www.tridentploughshares.org

CONTACT : Angie Zelter, reforest@gn.apc.org ;
ou au 074-565-88943

70 ans d'armes nucléaires, à quel prix ?

Livermore, États-Unis

Le laboratoire LLNL (Lawrence Livermore National Laboratory) est le haut-lieu américain pour la mise au point des armes nucléaires du futur avec le laser NIF (National Ignition Facility). Ce laser est très comparable au laser Mégajoule en France, avec environ 2 ans d'avance quant aux expériences effectuées.

Le jeûne international est organisé devant les portes d'accès du laboratoire de Livermore du 6 au 9 août pour dénoncer cette course aux armements et demander l'interdiction des armes nucléaires.

Cette année, le thème de notre présence sera : « 70 ans d'armes nucléaires, à quel prix ? »

Le programme de nos manifestations insistera sur le coût humain des armes nucléaires. Il mettra aussi en évidence les plans américains sur-nommés par les scientifiques militaires le « second age du nucléaire » et pour lesquels le gouvernement a prévu de dépenser 1000 milliards de dollars dans les 30 ans qui viennent.

Le jeûne international de Livermore est soutenu par de nombreux groupes de Bay Area Peace and Justice, il est aussi en contact avec les autres groupes de jeûneurs américains à Los Alamos (NM), Kansas City (MO) et Oak Ridge (TN).

Informations sur Tri-Valley CAREs :

<http://www.trivalleycares.org/new/events.html>

et Western States Legal Foundation : <http://www.wslfweb.org>

CONTACT : Marcus Paige <pegasus@lovarchy.org>
and Chelsea Collonge <unicorn@lovarchy.org>

Au programme :

Jeudi 6 août

9 h : rendez-vous au croisement de Patterson Pass Road et Vasco Road : cérémonie de commémoration de 70 ans du bombardement d'Hiroshima en présence de Takashi Tanemori, hibakusha survivant du bombardement d'Hiroshima. Intervention de Daniel Ellsberg, le célèbre lanceur d'alerte et expert nucléaire et de nombreuses autres personnalités impliquées dans le désarmement nucléaire : Chizu Hamada, Marylia Kelley, Jackie Cabasso...

Concert de musique country avec Joe McDonald et Daniel Zwickel et le groupe tambour Taiko.

À l'entrée ouest du Laboratoire il sera produit un spectacle de danse traditionnelle japonaise « Bon Dance ».

Vendredi 7 août

11 h : vidéo-conférence avec les groupes de jeûneurs européens en France, Allemagne et Angleterre.

Du vendredi 7 août au dimanche 9 août

Actions directes non-violentes et inspections citoyennes.





70 ans après Hiroshima et Nagasaki

L'urgence du désarmement nucléaire

70 ans après l'utilisation de l'arme nucléaire au-dessus des villes de Hiroshima (6 août 1945) et de Nagasaki (9 août 1945), 45 ans après l'engagement pris par les États nucléaires de négocier de « bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire » (article VI du Traité de non-prolifération nucléaire, TNP), l'exigence du désarmement nucléaire doit être mise au cœur de l'agenda politique international.

Ce retour de l'urgence du désarmement nucléaire est dû au refus des puissances nucléaires à mettre en œuvre leur propre engagement international. Contrairement aux autres armes de destruction massive — armes chimiques et biologiques — qui sont encadrées par un traité d'interdiction, les armes nucléaires ne sont régies jusqu'à présent que par le Traité de non-prolifération nucléaire qui, de fait, n'a pas permis d'enclencher un processus de désarmement. Bien au contraire, les puissances nucléaires s'estiment autorisées à pérenniser leur arsenal.

L'ONU bloque sur le désarmement

Entré en vigueur en 1970, le TNP repose sur trois piliers : non-prolifération, promotion du nucléaire civil et désarmement. Les deux premiers piliers fonctionnent, pas le troisième. Quasi universel, les États se retrouvent tous les cinq ans lors de conférences d'examen des avancées du traité. En 2010, un document final avait été adopté par consensus. Face notamment à la non mise en œuvre par les puissances nucléaires des mesures de désarmement alors adoptées, des États ont lancé un processus pour une prise en compte des risques que font peser les armes nucléaires sur la planète et prévenir une catastrophe humanitaire résultant d'un déclenchement d'une guerre nucléaire par accident, par erreur ou par la suite d'une méprise. Par exemple, un journaliste américain, Eric Schlosser, dans un livre récent¹, montre combien la courte histoire de l'arme nucléaire est émaillée de milliers d'incidents graves, tenus secrets pour la plupart, qui ont failli plusieurs fois plonger le monde dans une guerre nucléaire. L'impasse actuelle des processus de désarmement au sein des Nations Unies — avec le blocage depuis de trop nombreuses années de la Conférence du désarmement — exige d'explorer, et de soutenir, de nouvelles solutions pour parvenir à des résultats concrets. C'est la responsabilité de l'ensemble des États que d'agir sans attendre. C'est pourquoi la Norvège en mars 2013 a organisé une conférence intergouvernementale sur les conséquences humanitaires d'une guerre nucléaire. Le Mexique et l'Autriche en février et décembre 2014 ont prolongé ce cycle d'échange avec le soutien des ONG regroupées au sein de ICAN, la campagne internationale pour abolir les armes nucléaires. La conférence

de Vienne — à laquelle 158 États ont participé — s'est terminée par un appel de l'Autriche « à identifier et à prendre des mesures efficaces pour combler le vide juridique pour l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires ». Cet appel, qui a pris le nom de « L'Engagement humanitaire » a été signé, fin mai 2015, par 107 États². Concrètement, cela signifierait l'ouverture de négociations d'un traité d'interdiction des armes nucléaires, première étape indispensable avant de procéder à leur élimination.

Mais pour les puissances nucléaires le temps n'est pas encore venu de réduire leur posture nucléaire, garante, selon eux, de la « stabilité » mondiale, ne voulant pas reconnaître qu'elles constituent au contraire un facteur d'insécurité et qu'elles ont été à l'origine de plusieurs crises graves. Elles ne veulent pas reconnaître surtout, que loin d'exercer une réelle dissuasion, les bombes nucléaires sont pour elles l'instrument qui leur confère un pouvoir prééminent au détriment des autres États. Pour paraphraser Georges Orwell dans 1984, depuis l'avènement de l'arme nucléaire, au sein de l'ONU tous les États sont égaux, mais il y en a de plus égaux que les autres...

Échec de la Conférence d'examen du TNP

C'est ce qu'a montré une nouvelle fois la 9^e Conférence d'examen du Traité de non-prolifération qui s'est tenue du 27 avril au 22 mai 2015 au sein de l'ONU à New York et qui s'est terminée par un échec, soulignant, une fois de plus la nécessité de trouver une nouvelle voie pour parvenir au désarmement nucléaire. Le projet de document final, à la demande de l'Égypte, inscrivait le 1^{er} mars 2016 comme date butoir pour la tenue d'une conférence pour l'établissement d'une zone sans armes de destruction massive au Moyen-Orient. Le principe d'une telle conférence avait été adopté au sein du TNP depuis... 1995 ! Un *casus belli* pour Israël, État nucléaire non membre du TNP mais présent pour la première fois en tant qu'observateur. Les États-Unis, suivi par le Royaume-Uni et le Canada ont refusé cet engagement.

En s'emparant de cette date butoir pour bloquer l'adoption du document final, les États-Unis ont opéré un véritable détournement de la Conférence d'examen. Pour quels objectifs ? Permettre à Obama de mener à son terme les négociations avec l'Iran sur son programme nucléaire en donnant des gages à Israël ? Ou bien détourner l'attention sur le refus des puissances nucléaires d'ouvrir les négociations pour un traité d'interdiction et de prendre date pour éliminer leur arsenal nucléaire ?

Mais n'est-ce pas là une victoire à la Pyrrhus, car en exacerbant la déception de nombre d'États, cela a forcément fragilisé le TNP ? Comme, par exemple, l'a souligné le représentant de l'Afrique du Sud qui a comparé



le TNP à l'apartheid. « *Nous ne savons pas comment nous allons expliquer à notre peuple que nous n'avons pas pu arriver à de meilleurs résultats* », a-t-il dit lors de la dernière session, pointant du doigt le « *manque de courage moral* » dans des domaines qui sont pourtant cruciaux pour les citoyens du monde³.

L'échec de cette 9^e Conférence d'examen du TNP aura inévitablement des répercussions lors de la prochaine Assemblée générale des Nations unies dont les travaux vont démarrer à l'automne. Les États signataires de « *L'Engagement humanitaire* » devraient revenir à la charge pour obtenir l'adoption d'une résolution permettant l'ouverture de négociations en faveur d'un traité d'interdiction des armes nucléaires.

Et la France, dans tout ça ?

Concernant ces différents processus internationaux, la France est restée fidèle à elle-même ne voulant pas s'engager dans cette nouvelle dynamique du désarmement humanitaire. D'une part, elle a refusé de participer au cycle de conférence sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires, le qualifiant de « *diversion* ». Et, d'autre part, elle poursuit la promotion de son approche « *pas à pas* » qui de fait vise au mieux à réduire le risque de prolifération nucléaire, mais en aucun cas à participer à un processus de désarmement.

Dans ce cadre, l'ambassadeur représentant permanent de la France auprès de la Conférence du désarmement a déposé le 9 avril 2015 un projet de « *Traité interdisant la production de matières fissiles pour les armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires* »⁴. Il s'agit d'une vieille idée de contrôle des matières permettant la fabrication des bombes. Pourquoi pas. Ce que la France oublie de préciser, c'est qu'un tel traité — dans la mesure où il est adopté et ratifié par l'ensemble des États membres de la communauté internationale — peut effectivement limiter le risque de prolifération, mais ne sera en aucun cas un frein aux puissances nucléaires actuelles. En effet, aucune mesure de réduction et de destruction des stocks existants n'est incluse. Ce qui signifie que les États nucléaires — comme la France qui dispose d'un stock d'autant plus conséquent qu'elle n'effectue plus d'essais nucléaires en grandeur nature —, pourront fabriquer des armes nucléaires durant encore de nombreuses décennies ! Une volonté revendiquée d'ailleurs tant dans le *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale* de 2013 (« *La dissuasion nucléaire a pour objet de nous protéger contre toute agression étatique contre nos intérêts vitaux, d'où quelle vienne et qu'elle qu'en soit la forme* ») ; que dans le discours de François Hollande du 19 février 2015 à Istres qui manifeste sa volonté de maintenir et d'assurer la pérennité de l'arme nucléaire sans tenir compte de la montée des oppositions, tant au plan national qu'international. Sans tenir compte non plus de l'impossibilité d'utiliser une telle arme qui ne répond en aucun cas aux crises et aux défis d'aujourd'hui, ni à la nouvelle configuration du système international. L'arme nucléaire est au contraire un frein à toute évolution de la pensée en la matière.

Or, la modernisation de nos armes nucléaires — comme celle qui vient d'être confirmée en juin par le Parlement dans le cadre de l'actualisation de la Loi de

programmation militaire 2014 à 2019 — est une forme de prolifération et un facteur d'incitation à proliférer. Car, si la France a besoin de l'arme nucléaire pour assurer sa sécurité — alors qu'elle est une puissance militaire conventionnelle reconnue —, comment convaincre les autres pays de ne pas vouloir l'arme nucléaire pour assurer leur sécurité ?

Sans compter que, comme le souligne avec justesse Ward Wilson⁵, « *la dissuasion nucléaire est psychologique, ce qui signifie qu'elle est intrinsèquement impossible à tester, invérifiable et indémontrable. [...]* Comment pouvez-vous mettre la vie de millions de personnes en danger pour une théorie qui n'a pas été prouvée et qui ne peut pas être prouvée ? »

Comment sortir du blocage actuel ?

Dans la situation actuelle, il ne faut pas attendre des États nucléaires qu'ils prennent d'eux-mêmes l'initiative d'éliminer leurs armes nucléaires, non pas pour des raisons « *techniques* » ou strictement d'ordre militaires, mais bien par l'absence de volonté politique. En effet, il est difficile d'imaginer les États-dotés renoncer d'eux-mêmes à leur instrument de domination...

Donc le changement ne viendra pas d'en haut, mais bien d'en bas, c'est-à-dire de chacun des citoyens et en priorité ceux des États-dotés pour qu'ils leur imposent une autre conception de la sécurité et donc le renoncement à l'arme nucléaire.

Les exemples récents du Traité d'élimination et d'interdiction des mines antipersonnel (1998), et de celui sur l'élimination des bombes à sous-munitions (2010), sont à ce titre intéressants : les militaires et les États, comme la France, se sont, dans un premier temps, opposés à de tels traités émanant de mouvements issus de la société civile. Le discours officiel affirmait que la suppression de ces armes affaiblirait et mettrait en danger l'armée dans ses missions... Et que supprimer ces armes n'était donc pas envisageable. Il a fallu la mise en place d'une coalition mondiale et une action de plusieurs années pour que les militaires et les responsables politiques reconnaissent qu'ils pouvaient s'en passer et donc qu'ils acceptaient d'engager un processus d'élimination... Il en sera de même pour les armes nucléaires : seule une implication la plus large possible de l'ensemble des acteurs de la société civile et de leurs représentants associatifs, parlementaires, permettra d'arriver à leur élimination.

Patrice Bouveret,
Observatoire des armements
(www.obsarm.org)

1 Eric Schlosser, *Command and Control*, Penguin Press, 2013, 640 p.

2 Texte complet disponible sur le site de ICAN France : www.icanfrance.org/

3 Tous les documents et compte-rendus de la Conférence d'examen du TNP sont disponibles sur le site de Reaching Critical Will : <http://www.reachingcriticalwill.org/disarmament-fora/npt/2015/>

4 Texte complet disponible sur : <http://www.delegfrance-cd-geneve.org/Projet-francais-de-Traite/>

5 Cf. son ouvrage, traduit en français : *Armes nucléaires : et si elles ne servaient à rien ? 5 mythes à déconstruire*, préface de Michel Rocard, éditions du GRIP, 2015, 165 p.



Les coûts astronomiques de la bombe nucléaire

A lors que la bombe nucléaire n'a jamais garanti la paix — comme le prétendent nos dirigeants politiques — elle coûte pourtant des sommes astronomiques, qui servent à donner une illusion de sécurité à des populations soumises à des régimes politiques qui veulent être dominants et protéger des intérêts industriels ! La « légitimité » et « l'utilité » de la dissuasion nucléaire doivent être dénoncées !

En France, la dissuasion nucléaire ponctionne chaque année 10 % du budget militaire — et 20 % des dépenses d'équipement des armées — soit environ 4 milliards d'euros par an. C'est le contribuable français qui, sans le savoir, finance la fabrication de la bombe nucléaire, en payant ses impôts.

Depuis la création de l'arsenal nucléaire dès 1945, la France a dépensé plus de 400 milliards d'euros pour son arsenal nucléaire¹. Et selon des estimations d'origine parlementaire, la nouvelle génération d'armes nucléaires prévue conduirait d'ici dix ans à doubler les dépenses actuelles avec un montant annuel de 6,5 milliards d'euros !

Ces coûts ne sont pas maîtrisés et les dérapages financiers sont l'habitude ! L'exemple caricatural nous vient du Barp, ville dans laquelle se situe le laser Mégajoule, présenté par le ministère de la défense comme le *neq plus ultra* de la modernisation de l'arsenal nucléaire. Un projet qui avait été évalué en 1996 à 6 milliards de

francs (1,2 milliard d'euros), mais dont le coût a été multiplié par 6 pour atteindre la somme de 7 milliards d'euros en 2014.

Avec le soutien des banques...

Quant à certaines banques et assurances françaises, elles aussi contribuent au financement de l'industrie de l'armement : BNP Paribas, Crédit agricole, Axa, Natixis, Société générale... pour ne citer qu'elles. Alors que la plupart d'entre elles se vantent de financer des projets liés au développement et aux énergies renouvelables, ces banques soutiennent financièrement dans le même temps les projets nucléaires, aussi bien dans la filière civile que militaire. Leurs investissements financiers dans des compagnies telles que EADS, Thales, Safran, Dassault... les rendent complices de l'industrie de l'armement et des désastres que provoquent les armes nucléaires².

Les Français ne doivent pas subir les coûts d'une filière mortifère, très dangereuse et sale... Une pression citoyenne doit s'exercer sur l'État et sur ces institutions financières afin de refuser que notre argent soit utilisé pour cette folie destructrice !

¹ Cf. *Audit atomique. Le coût de l'arsenal nucléaire français (1945-2010)*, Bruno Barrillot, Observatoire des armements, 1999.

² Cf. l'édition 2014 du rapport *Don't Bank on the Bomb* disponible sur : <http://www.dontbankonthebomb.com/>

Forces nucléaires mondiales en 2015

selon le *Sipri Yearbook*

Pays	Année du 1 ^{er} essai	Nombre d'essais	Ogives déployées*	Autres ogives	Total 2015
États-Unis	1945	1 110	2 080	5 180	7 260
Russie	1949	980	1 780	5 720	7 500
Royaume-Uni	1952	45	150	65	215
France	1960	210	290	10	300
Chine	1964	45		260	260
Inde	1974	6		90-110	90-110
Pakistan	1998	6		100-120	100-120
Israël	?	?		80	80
Corée du Nord	2006	2		6-8	6-8
Total		2 404	4 300	15 850	15 850

*« Déployées » signifie des ogives placées sur des missiles ou situées sur des bases avec les forces opérationnelles. Toutes les estimations sont approximatives et datent de juin 2015.



Le Réseau « Sortir du nucléaire » rassemble aujourd'hui 932 associations et 60 563 individus, signataires de la Charte du Réseau "Sortir du nucléaire".

Association libre et indépendante, elle est financée exclusivement grâce aux dons et cotisations de ses membres. Le Réseau « Sortir du nucléaire » a reçu l'agrément en tant qu'association pour la protection de l'environnement au 1^{er} janvier 2006.

Notre rôle :

réunir toutes les personnes qui souhaitent exprimer leur volonté d'une sortie du nucléaire. En nous rassemblant autour d'une Charte, nous mettons en place un rapport de force pour obtenir des résultats concrets.

Notre objectif :

obtenir l'abandon du nucléaire en France grâce à une autre politique énergétique, en favorisant notamment la maîtrise de l'énergie, et le développement d'autres moyens de production électrique.

Le Réseau « Sortir du nucléaire » c'est :

- Un soutien aux actions et luttes antinucléaires, qu'elles soient locales ou nationales.
- Des pétitions et des campagnes d'information.
- Un centre de ressources sur le nucléaire et les alternatives : renseignements, documents, contacts de spécialistes et d'intervenants...
- Un travail d'information pour faire connaître les dangers du nucléaire et les solutions pour en sortir : publication d'une revue trimestrielle *Sortir du nucléaire*, réalisation de documents grand public, site internet...
- Une présence auprès des médias pour des sujets d'actualité liés au nucléaire.
- Un travail de sensibilisation auprès des élus, des collectivités, des syndicats, des associations...

Réseau « Sortir du nucléaire »

9 rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04
téléphone : 04 78 28 29 22

www.sortirdunucleaire.org



Collectif d'une vingtaine d'associations et de citoyens non-violents pour l'abolition des armes nucléaires

Nous demandons l'ouverture de négociations pour élaborer **un traité d'interdiction** des armes nucléaires, conformément au projet adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies à la majorité des 3/4.

Nous voulons qu'un **débat citoyen** soit organisé en France et que le gouvernement prenne des mesures immédiates de désarmement nucléaire.

Nous sommes membres actifs de ICAN-France, campagne internationale pour abolir les armes nucléaires.

Abolir les armes nucléaires, c'est possible, c'est urgent, c'est indispensable !

Notre action

- **Sensibilisation** de l'opinion publique (publication d'un bulletin mensuel, interventions lors de conférences, etc.)
- **Plaidoyer** auprès des responsables politiques, des parlementaires, des ambassadeurs, des élus, etc.
- **Interpellation** mensuelle devant le ministère de la Défense, participation à des campagnes d'actions citoyennes, etc.
- **Participation** aux rencontres internationales (conférence à l'ONU du Traité de non-prolifération, Parlement européen, etc.)

Créé en 1990 sous le nom de « Stop essais », le collectif Armes nucléaires STOP dénonce les préjudices humains et environnementaux des 210 essais nucléaires français en Polynésie et en Algérie, et soutient le combat des victimes (regroupées au sein des associations Moruroa e tatou et Aven) pour obtenir Vérité et Justice.

Armes nucléaires STOP

21 ter rue Voltaire, 75011 Paris
arnesnucleairesstop@orange.fr
www.arnesnucleairesstop.org



La **Maison de Vigilance** a été créée en 1984 pour s'opposer à la Base du commandement de la Force nucléaire aéroportée à Taverny. Les manifestations

qui s'y sont déroulées, organisées au départ par Solange Fernex et Théodore Monod, se sont poursuivies jusqu'à la fermeture de la Base et la fin de ses activités dans la dissuasion nucléaire en 2011.

L'association « Maison de Vigilance de Taverny », devenue à présent « Maison de Vigilance », continue, inlassablement, de porter la contestation partout où se manifeste la présence d'une force de dissuasion nucléaire. « *La préparation d'un crime est un crime* » ne cessait de dire Théodore Monod. Elle est maintenant basée à Paris pour dénoncer l'arme nucléaire française dont la décision de tir serait prise par le Président de la République, à l'Élysée. Son objectif, à long terme, est de « *faire connaître les moyens de se défendre sans se détruire* » (article 1 de ses statuts).

La Maison de Vigilance est présente aussi dans les rassemblements internationaux où sont exposées l'urgence et la nécessité d'un abandon définitif des armements nucléaires en France et dans le monde entier.

La Maison de Vigilance organise un jeûne annuel, depuis 30 ans, pour commémorer les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki des 6 et 9 août 1945, et dénoncer les armes nucléaires.

Les manifestations du premier vendredi de chaque mois, organisées par la Maison de Vigilance, face au ministère de la défense, continueront sans interruption jusqu'à ce que le bon sens, le courage et la volonté de paix l'aient emporté. Nous ne renoncerons jamais à notre rôle de lanceur d'alerte dans un monde que le nucléaire civil et militaire menace de plus en plus dangereusement.



Maison de Vigilance pour l'abolition des armes nucléaires

21 ter rue Voltaire
75011 Paris

www.maisondevigilance.com



La **Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN)** est une coalition mondiale d'organisations non gouvernementales travaillant pour un monde sans armes nucléaires.

La campagne ICAN, lancée en 2007, regroupe 424 organisations non-gouvernementales partenaires, dont 64 en France, dans 95 pays en avril 2015. Elle vise à mobiliser les citoyens pour faire pression sur leurs gouvernements afin de commencer des négociations sur un traité d'interdiction des armes nucléaires. Parmi ses soutiens, on compte Hans Blix, Ban Ki-moon, le Dalaï Lama et Yoko Ono.

Rejoignez-nous ! Il est important que le débat sur les armes nucléaires s'ouvre enfin en France et il est fondamental que la jeunesse ait une voix dans ce débat et échange avec d'autres jeunes engagés en Europe et ailleurs. C'est toute la vocation du projet « ICAN Youth » soutenu par le programme européen « Erasmus+ » que ICAN France vient de lancer en partenariat avec des jeunes d'ICAN Turquie et d'ICAN Serbie.

Vous voulez en savoir plus sur la campagne ICAN en France ? Vous voulez nous rejoindre et agir pour parvenir à l'abolition des armes nucléaires ? Consultez : <http://icanfrance.org>

« *La civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie. Il va falloir choisir, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide collectif ou l'utilisation intelligente des conquêtes scientifiques* »

Albert Camus,

éditorial du quotidien *Combat* du 8 août 1945.

Rappel : les 6 & 9 août 1945,

à Hiroshima, puis à Nagasaki, quelques 200 000 victimes périssent en quelques minutes sous les bombes atomiques larguées par les États-Unis... Aujourd'hui encore des personnes souffrent des conséquences de ces deux explosions nucléaires. Depuis, chaque année au Japon, comme dans de nombreux pays, se déroulent d'importantes manifestations en solidarité avec les victimes.

En 1984, Théodore Monod (*photo ci-contre*) et Solange Fernex fondent l'association « Maison de Vigilance de Taverny » qui achète une maison à proximité de la base de Taverny pour mettre symboliquement sous surveillance citoyenne le centre de commandement de la force de dissuasion française. Chaque année du 6 au 9 août — aux dates anniversaires des massacres d'Hiroshima et Nagasaki —, elle organise un jeûne de mémoire et d'interpellation. Depuis 2012, le jeûne-action se déroule à Paris et progressivement dans d'autres villes en France, comme en Europe et en 2015 aux États-Unis...



Pour en savoir plus : www.vigilancehiroshimanagasaki.com



**Sortons de l'ombre :
libérons-nous
de l'arme nucléaire !**

